

ARRÊTÉ 2022 - DCAT-BEPE- 128 du 1^{er} JUL. 2022

mettant en demeure la société URSA France de respecter certaines prescriptions pour les installations qu'elle exploite sur la commune de Saint-Avold en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement

Le préfet de la Moselle
Officier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement et notamment son article L. 171-8 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Laurent Touvet, préfet de la Moselle ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté DCL n° 2020-A-93 du 31 décembre 2020 portant délégation de signature en faveur de M. Olivier Delcayrou, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2005-AG/2-432 du 8 novembre 2008 autorisant la société URSA France à exploiter une unité de production de polystyrène extrudé à Saint-Avold ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2015-DLP/BUPE-230 du 24 juillet 2015 modifié autorisant la société URSA France à exploiter ses installations, décrites dans le présent arrêté, situées sur la commune de Saint-Avold ;

Vu le rapport d'inspection du 26 avril 2022 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand-Est, service chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement faisant suite à la visite d'inspection du 2 décembre 2021;

Vu le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure, porté à la connaissance de l'exploitant le 10 mai 2022;

Vu les observations de l'exploitant par courrier du 11 mai 2022 ;

Considérant que la société URSA France exploite sur le site de Saint-Avold des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;

Considérant que lors du contrôle du 2 décembre 2021, l'inspection des installations classées a constaté que la hauteur de la cheminée de l'atelier de fabrication du polystyrène extrudé est inférieure à 10 mètres de hauteur ;

Considérant par conséquent, que les prescriptions concernant la hauteur minimale de cheminée de l'article 52 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé ne sont pas respectées ;

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : *"Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine."* ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

ARRÊTE

Article 1

La société URSA France est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations situées à Saint-Avold, dans un délai de douze mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 52 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé pour la mise en conformité de la hauteur minimale de la cheminée de l'atelier de fabrication de polystyrène extrudé.

Article 2

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des poursuites pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées et tous agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société URSA France et dont copie est adressée au sous-préfet de Forbach-Boulay-Moselle et au maire de Saint-Avold.

— 1 JUL. 2022 —

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,


Olivier Delcayrou

Délai et voies de recours

En vertu de l'article L 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

« Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée ».

Le recours peut également être déposé par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.